

Effets de la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud: l'essentiel en bref

Aperçu des principales conclusions de l'étude de l'OSEO "A Preliminary Evaluation of the Impact of the 2010 FIFA World Cup: South Afrika"

Etude menée par Eddie Cottle, collaborateur de l'OSEO en Afrique du Sud

La Coupe du monde 2010 a suscité beaucoup d'espoirs en Afrique du Sud. Cinquante-cinq jours après la fin du tournoi, l'heure est au désenchantement: fausses projections, pronostics trop optimistes et espoirs déçus. Alors que le Mondial a constitué un immense succès commercial pour la FIFA et ses partenaires, il ne reste quasiment rien pour la population sud-africaine.

- Les coûts pour le gouvernement sud-africain sont supérieurs de 1709% à ce qui était initialement prévu. Ils se sont élevés à 39,2 milliards de rands (5,5 milliards de francs suisses) au lieu de 2,3 milliards (321 millions de francs).
- Les projections initiales prévoyaient que l'Afrique du Sud, en raison surtout de rentrées fiscales supplémentaires, bénéficierait grâce au Mondial d'un gain de 4,9 milliards de rands (700 millions de francs). La Coupe du monde a cependant entraîné, même selon des estimations optimistes, une perte nette de 20 milliards de rands (2,8 milliards de francs). De son côté, la FIFA a enregistré, par rapport à la Coupe du monde 2006, une hausse de ses bénéfices de 50%. Elle avait auparavant obtenu du gouvernement sud-africain que ses gains, ainsi que ceux de ses partenaires, soient exemptés d'impôts. Adrian Lackay, porte-parole des autorités fiscales sud-africaines (South African Revenue Service): "Les privilèges que nous avons dû octroyer à la FIFA étaient tout simplement excessifs. Ils ont rendu impossible le moindre gain financier pour l'Afrique du Sud."
- Contrairement aux projections officielles, le Mondial n'a pas généré de places de travail nouvelles et durables. A fin juillet 2010, le nombre d'emplois a diminué de 4,7% par rapport au même mois de l'année précédente. Dans le secteur de la construction, 111'000 emplois ont disparu entre juin 2009 et juin 2010.
- La population sud-africaine n'a guère pu savourer les matches de la Coupe du monde. 11'300 billets ont été vendus à des supporters sud-africains – ce qui est inférieur de 77% aux 50'000 spectateurs sud-africains initialement prévus.
- Grâce au Mondial, les cinq plus grandes entreprises de la construction actives en Afrique du Sud ont connu une très nette augmentation de leurs bénéfices. Ces derniers ont passé de 790 millions de rands en 2004 (110 millions de francs) à 10,2 milliards en 2009 (1,4 milliard de francs). Cela correspond à une hausse de 1300%. Les ouvriers et ouvrières de la construction ont, quant à eux, dû mener 26 grèves locales et une grève nationale pour arriver à des hausses de salaire qui couvrent au minimum le renchérissement du coût de la vie.

- Parmi les 10 stades construits ou agrandis en vue de la Coupe du monde, trois au moins sont des "White elephants", c'est-à-dire des stades trop grands et trop onéreux pour pouvoir être utilisés après le Mondial sans générer de coûts supplémentaires. Ces stades ont été construits suite à des pressions de la FIFA, en dépit des objections de la Fédération sud-africaine de football et des représentants des ligues de football et de cricket.
- Entre 2004 et 2009, les salaires des directeurs des cinq grandes entreprises de la construction ont augmenté en moyenne de 200% - de 2,9 à 8,9 millions de rands (soit de 403'000 à 1,2 million de francs). Cela signifie que l'écart de salaire entre un travailleur ordinaire de la construction et un directeur est passé de 1:166 à 1:285.
- Des projections envisageaient, en 2007, l'arrivée de 483'000 touristes en Afrique du Sud. Une estimation faite en avril 2010 n'envisageait plus que 373'000 visiteurs, soit 23% de moins que prévu.
- Dans plusieurs villes, des quartiers entiers ont été détruits pour construire des infrastructures ou pour des raisons d'image. L'exécutif de Durban a ainsi tenté, sous la pression de la FIFA, de raser un marché qui existait depuis environ un siècle. Or, ce marché fournit des sources de revenu essentielles à environ 10'000 vendeurs de rue. Selon l'ONU, au moins 20'000 personnes ont été expulsées de leur logement et littéralement parquées dans des bidonvilles.

La FIFA peut agir autrement

Toutes ces conséquences négatives du Mondial ne sont pas inévitables – bien au contraire. La FIFA a exercé une forte pression sur le gouvernement sud-africain, les autorités locales et les villes, afin notamment d'obtenir que ses gains et ceux de ses partenaires soient exemptés d'impôts. Elle aurait pu utiliser son influence pour faire en sorte que la population profite aussi de la Coupe du monde. Car c'est en définitive la FIFA qui définit les critères pour l'octroi des mandats de construction, ainsi que des licences de sponsoring et de vente.

Les coûts de 5,5 milliards de francs en lien avec le Mondial auraient pu être utilisés par le gouvernement sud-africain pour résoudre les problèmes de la population locale¹:

- 20 millions de personnes vivent dans la pauvreté (moins de deux dollars US par jour).
- 40% de la population, soit 7,5 millions de personnes, sont au chômage.
- Selon des estimations du gouvernement, 12 millions de personnes auraient besoin d'un logement. Les dépenses en vue du Mondial auraient permis de construire des maisons pour 2,4 millions de personnes.
- De 1990 à 2006, la mortalité infantile jusqu'à l'âge de cinq ans a augmenté de 60 à 69 décès sur 1000 naissances.
- De 1990 à 2010, l'espérance de vie moyenne a baissé de 62 à 51 ans.
- De 1990 à 2001, le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 8,2 à 8,4 millions.

¹ Données de la Division "statistiques" de l'ONU: <http://data.un.org/Default.asp>

- Le nombre d'enfants orphelins en raison du SIDA a doublé en cinq ans: de 2001 à 2005, il est passé de 660'000 à plus de 1,2 million. Officiellement, 5,7 millions de personnes (soit 7,2% de la population) vivent avec le SIDA. 18,1% de la population entre 15 et 49 ans est contaminée par le virus HIV.
- Les 20% des ménages les plus riches s'octroient environ 62% des revenus, contre à peine 10% pour les 40% les plus pauvres.
- L'Afrique du Sud fait partie des dix pays au monde avec les plus grandes inégalités de revenus.